

ANARCHO SYNDICALISME!

ISSN 1240-0009
CCPAP 0921 S89086

LE CAPITALISME SANS POLLUTION, RESTE TOUJOURS DU
CAPITALISMÉ!

/// EDITO ///

DE L' ECOLOGISME ET DE SA
CONTESTATION

/// SOCIETE ///

LA LUTTE OU LE MOJITO ?

/// DU POUVOIR DE PRENDRE SA VIE EN
MAIN

/// LA MODERNITE

/// ECOLOGIE

/// AGRO-ECOLOGIE ET ECOLOGISME:
ANTI-PRODUCTIVISME OU ANTI-
CAPITALISME ?

/// CRITIQUE DE LA RELIGION
ECOLOGISTE, POUR UNE REVOLUTION
ECOLOGISTE

/// REFLEXION

/// QUELLE LIBERTE POUR L'ANARCHIE ?

/// SCANDALES

/// A PROPOS DU LIBERALISME

/// BILLET D'HUMEUR

/// L'ANARCHOSYNDICALISME N'EST PAS
UN ELITISME

/// BREVES

/// TOULOUSE ET LE PALAIS DE JUSTICE

/// TOULOUSE ET SA PREFECTURE

/// UN AUTRE MELI-MELO ///



2 EUROS /// N°161
NOV-DEC 2018

CNT AIT | RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

De l'écologisme et de sa contestation

Nous connaissons tous cette façon qu'ont les gens d'en haut de nous faire la morale, ce qui est bon pour eux ne l'est pas pour nous, c'est d'ailleurs souvent une bonne façon de constater combien une société est inégalitaire et injuste. Ainsi un bateleur d'estrade électorale, chantre de l'ouverture des magasins les jours fériés, devenu président de la République a pu profiter du pont de la Toussaint parce qu'il était fatigué... Un autre pondeur de lois à une cadence à faire frémir les élevages en batterie, un jour ministre, le suivant député ou sénateur de profession, s'est violemment comporté lorsqu'on a osé lui demander de respecter les règles qu'il a lui-même votées. Nous savons tous que aussi fatiguée soit-elle, de son travail, de ses temps de transports, de gérer ses enfants, il ne suffit pas d'un claquement de doigts à une petite employée du commerce pour poser quatre jours de pont, nous savons tous qu'un justiciable lambda qui n'ouvre pas sa porte assez vite durant une perquisition se la voit défoncer à coups de bélier et doit montrer profil bas s'il ne veut pas mal finir devant le rouleau compresseur judiciaire... (ah, ce fameux bélier étonnement absent dans l'affaire de la perquisition du bodyguard faux policier !) Ce moralisme permanent du pouvoir qui s'épanouit à force d'intimidation intellectuelle et de répression, qui comme l'écrivait déjà La Fontaine s'exerce différemment selon que l'on soit puissant ou misérable, a enfanté un sous-produit plus moderne, l'écologisme. Si pour le capitalisme le pauvre « coûte un pognon de dingue », pour l'écologisme le pauvre pue du moteur (que ne se paye-t-il pas un hélicoptère ou un jet privé comme tout le monde ?) : Disons le clairement, l'écologisme est à l'écologie ce que le moralisme est à la morale, une puissante tartufferie. Ainsi cette même idéologie qui a obligé les travailleurs à plus de mobilité, plus de flexibilité, qui a drastiquement réduit le réseau ferroviaire, qui a abusivement augmenté le prix de l'immobilier, qui a exclu les ouvriers et leurs familles des centres urbains... vient maintenant nous faire de la pédagogie, pour nous expliquer pourquoi les travailleurs se doivent d'être mobiles mais sans automobiles ; et cela au nom d'un capitalisme qui deviendrait plus propre (de la même façon certainement qu'il devait se moraliser après la crise financière de 2008, en nous faisant payer pour les banquiers)... L'écologisme, c'est encore cette morale d'hypocrites qui consiste à produire des injonctions de plus en plus totalitaires, c'est pour notre bien dit-elle que fleurissent les applications de délation sur les réseaux sociaux et que nous sommes invités à dénoncer notre voisin dès qu'il jette un mégot à la rue. L'écologisme augmente donc les taxes sur l'essence mais ne parle jamais d'abaisser le coût des loyers de nos centres urbains, voilà qui pourtant faciliterait la vie des travailleurs et réduirait les transports, mais non au lieu de cela les cuistres qui nous gouvernent se proposent au mieux de nous transformer en mendiants avec leurs chèques de compensation ! Dans ces conditions, il est plutôt sain qu'un vent de colère commence à se lever. Il semble que le prochain 17 novembre des mobilisations populaires auront lieu. D'aucuns qui font du syndicalisme comme d'autres nous font du moralisme ou de l'écologisme, se sont empressés de dénoncer les premiers grognements de révolte en pointant des appels venus de l'extrême droite dont certains politiciens et des groupuscules vont tenter de récupérer ce mouvement de contestation. Que les partis et syndicats de gauche leur abandonnent ce terrain nous en dit long sur l'état de ces institutions depuis longtemps vouées au contrôle social et qui de ce fait ne représentent plus grand monde dans la réalité sociale. Quant aux anarchosyndicalistes, cela fait longtemps aussi qu'ils ont choisi leur camp, celui de l'action solidaire et autonome des classes laborieuses.

ANARCHOSYNDICALISME !

CNT/AIT, 7 rue St Rémy, 31000 Toulouse
contact@cntaittoulouse.lautre.net

ABONNEMENTS

Tarif normal : 10€

Abonnement de soutien : 20€

Chèques à l'ordre de :

CDES - CCP 3087 21 H Toulouse

A l'adresse : CDES, 7 rues St Rémy 31000 Toulouse

Pour tout problème d'abonnement :

contact@cntaittoulouse.lautre.net

POUR SAVOIR SI VOUS ETES A JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :

Le numéro qui figure en bas de la bande -adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. s'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard. N'hésitez pas à nous signaler toute erreur.

REPRODUCTION DES ARTICLES

LA REPRODUCTION DE NOS ARTICLES EST LIBRE SOUS RESERVE D'ETRE
 PRECEDE DE LA MENTION :

"Anarchosyndicalisme ! 159 / MAI-JUIN 2018 / cntaittoulouse.lautre.net"

ANARCHOSYNDICALISME ! publication bi-mestrielle de la CNT-AIT Grand Sud
 7 rue St Rémy 31000 Toulouse - imprimé le 16 MAI 2018 sur les presses d'Axion-
 Repro 9 rue Bessières, Montauban- directeur de la publication : Entremond Nicole

La lutte ou le mojito ?

Le syndicat ouvrier fut un outil de lutte construit par la base à la suite de grandes grèves et de luttes acharnées. Face à l'arrogance d'une bourgeoisie prête à réprimer ceux qui ne courberaient pas l'échine, la nécessité pour les travailleurs de s'organiser, de se fédérer, autour de ces syndicats devint une force et un outil de lutte pour eux. La suite est une autre histoire... Les grandes luttes du XXe siècle en sont un exemple, pour celle d'aujourd'hui, nous verrons certainement dans les 10, 20 ou 30 années à venir et peut-être bien avant les effets dévastateurs de la négociation et du gagnage de miette...les 30 foireuses. Au fil du temps le syndicat s'est peu à peu transformé, avec l'évolution de la société, en syndicat réformiste ne remettant plus en cause ce système capitaliste créant toujours des inégalités et des injustices. Serrer des paluches pendant les réunions avec les patrons, signer des accords à tout-va (plus de 36000 en 2015), manger des petits fours au parlement pour négocier avec le gouvernement, voilà leur objectif principal, être reçu sur les plateaux de télé est un réel plaisir pour eux, tout comme leur grand discours pompeux en grand orateur. Ils sont devenus ce qu'ils ont combattus, des petits-bourgeois...



Certains permanents comme Thierry Lepaon (ancien directeur CGT) ont ainsi gagné quelques privilèges d'être dirigeants syndicalistes, comme un appartement rénové et une prime d'indemnité de cédant de plus de 100.000 € avant l'obtention du poste de secrétaire général, suite à sa démission de son ancien poste. Il faut savoir qu'il eut droit à des travaux importants pour lui faire un joli bureau. Il eut par la suite un bon poste par le gouvernement Valls & Co, président de l'agence nationale de lutte contre l'illettrisme. Ça c'est du syndicalisme. Ou encore ces caisses noires des comités d'entreprise gérés par les syndicats, des millions d'euros gagnés à EDF, Air France, et bien d'autres. Ou encore, nous pourrions rappeler que lors des débrayages spontanés à Airbus, ce ne sont pas les patrons qui sont descendus de leur bureaux, mais bien les syndicats pour faire reprendre le boulot aux salariés, en faisant semblant de ne pas

comprendre leurs revendications, mais « on va en discuter et on va faire autrement »... Le syndicat est devenu une structure bureaucratique, financée par l'Etat et les adhérents (4 milliards d'euros, d'après le journal Le Point), où les luttes sociales ont été peu à peu abandonnées. Le syndicat est devenu un outil déserté par la masse laborieuse, envié par des carriéristes, avec la gestion des caisses des comités d'entreprise remplies à ras bord. Si la base des syndicats est très proche de leurs collègues de boulot (mais il faut faire attention, car beaucoup de syndicalistes suivent désespérément la ligne imposée par le sommet), nous ne pouvons en dire autant de la direction et de ceux qui tiennent les gros portefeuilles, eux ne font ni d'heures supplémentaires, ni d'heures de nuit et ne travaillent pas le week-end. Avec ces syndicats, plus besoin de tracts massifs et d'affichage important dans les grandes boîtes pour les appels à manifestation, plus besoin d'assemblées

générales et de réfléchir ensemble pour s'organiser, ils s'occupent de tout : suivez et votez, voilà leur devise. Mais lors des arrêts ou des fermetures ce sont eux qui feront les gros titres. Souvenez-vous des larmes aux yeux d'Edouard Martin sur le site d'ArcelorMittal à Florange, aujourd'hui député européen pour le PS. Et enfin, si t'as un problème avec ton chef, tu peux aller les voir (mais n'oublie pas de payer ton adhésion!) et souvent la réponse sera : « Nous ne pouvons rien pour toi, c'est la convention collective » ou alors de voir peut-être les Prud'hommes si le patron est « hors la loi ». Voilà en résumé ce que représentent les syndicats aujourd'hui et en aucun cas ils n'ont la légitimité de représenter la majorité des travailleurs que l'on n'attend jamais. Comme disait un comique, le capitalisme, c'est l'exploitation de l'homme par l'homme et le syndicalisme le contraire. C'était drôle avant... Le syndicat, c'est le « partenaire social », l'

POUR NOUS RENCONTRER :

Passer discuter autour d'un café, **le samedi de 17 à 19h.** au 7 rue St Rémésy, 3100 Toulouse.

Ou passer aux **tables de presse** sur les marchés : Samedi matin à Montauban, Dimanche matin à Toulouse (Jules Guesdes 10h30 et St Aubin 12h30).

Sur **Internet** : contact@cntaittoulouse.lautre.net ou le site <http://www.cntaittoulouse.lautre.net>
Facebook : cnt-ait Toulouse,

4●●●●Société●

idéal pour les patrons et les gouvernements qui se succèdent, les uns après les autres, le 1er mai, c'est la fête du travail et la fête syndicale, en avant les tamm-tamm, les ballons, et les « manifs » jour de fête. Après les ferias de Bayonne, place aux ferias syndicales. Dernier petit coup en date, le mojito à un euro, allez, sortez les cotillons, si on ne peut pas gagner des luttes, au moins on peut se saouler...le mojito à « 1 euro », ça évite de

s'ennuyer...« Hasta la victoria siempre », avec des glaçons, merci... Promo à la CGT , une carte achetée , un mojito offert... Alors pendant que ces partenaires du patronat se noient de plus en plus et oublient l'essence même du « syndicat », à la CNT-AIT de Toulouse nous refusons : les permanents, la verticalité, les privilèges, les injustices sociales. Nous sommes pour : l'action directe, l'abstention massive, la prise en

main des outils de lutte par les travailleurs eux-mêmes, la fin du capital, l'abolition de l'État, la solidarité. Pour un réseau anarchosyndicaliste qui, espérons, sera utile à la prochaine révolution sociale, qui semble de plus en plus nécessaire, voire inévitable pour un réel changement. Avec 1 euro on peut avoir un bon journal, voire même avec moins...

Du pouvoir de prendre sa vie en main

Le service national universel (SNU), promesse de campagne de Macron, serait quelque chose « qui manque à notre pays » si l'on croit les discours du Premier ministre Philippe. Car, universel et obligatoire, ce nouveau service militaire de courte durée, créerait un lieu de mixité sociale favorisant la « fraternité ». Quelques réflexions sur le « service à la patrie », militaire tout comme civil. Rappelons d'abord l'état actuel des préparations du SNU. En juillet dernier, l'Assemblée nationale a voté un amendement à la constitution. Désormais, plus d'obstacle juridique au rétablissement du service national, suspendu il y a plus de 20 ans par Chirac. Quand les dernières questions seront réglées, Macron pourra compter sur sa majorité parlementaire pour faire accepter son projet de loi. On parle d'abord d'un mois minimum vers l'âge de 16 ans avec prolongation volontaire jusqu'à un an. La deuxième partie consisterait en un service civique facultatif de trois à douze mois.

Vu le contexte de son apparition, cette proposition de Macron n'est point étonnante : premièrement, elle a de quoi à plaire aux électeurs du centre et de la droite qui sont les plus convaincus du service national obligatoire[1]. De plus, le plan Vigipirate qui véhicule l'équation « armée = sécurité » tout comme quelques actions de l'armée visant l'insertion professionnelle (« Défense 2e chance » et la possibilité de passer gratuitement le permis de conduire) semblent avoir créé une image de l'armée plus positive aujourd'hui qu'il y a encore 20 ans. L'arrêt de la conscription obligatoire a également facilité l'amélioration de l'image de l'armée dans la population. Deuxièmement, ce faisant, Macron s'inscrit dans la lignée des politiciens comme Sarkozy et Hollande qui ont voulu répondre aux soi-disant « menaces

pour la patrie » telles que les émeutes de banlieue en 2005 et les attaques terroristes plus récentes par des dispositifs de « cohésion nationale ». Ainsi, l'« ennemi » n'est-il plus perçu comme une force extérieure au pays, mais comme un danger moral venant de l'intérieur. Pour y remédier, le gouvernement développa l'inculcation des valeurs patriotiques au cours de l'« enseignement moral et civique » à l'école ainsi que le service civique. Le SNU de Macron s'inscrirait dans ce même « parcours de citoyenneté » où se trouvent déjà à l'heure actuelle les enseignements très idéologisés de la défense en classes de 3e et 1e ainsi que la « Journée Défense et Citoyenneté » (JDC). Tout cela est bien entendu de facto obligatoire car sans l'attestation de la JDC, on ne peut passer aucun examen d'État, y compris le bac. Il est donc



difficile d'y échapper et de se préserver de la propagande militariste. En y rajoutant le SNU obligatoire, Macron s'est déjà exposé à la critique des jeunes qui ont tendance à prévoir plutôt autre chose pour leurs vacances que de passer un mois à l'internat. Revenons maintenant sur le principal argument pour l'instauration du SNU : le brassage social. Cela se lit comme un aveu que l'école a échoué dans cette mission. Dix années ou plus de

scolarisation auraient-elles été moins efficaces qu'un mois de service national ? Si le gouvernement l'admet et tient toujours si fermement à la mixité sociale, il devrait se dépêcher à revoir le système qui fait qu'il existe une forte disparité de l'origine sociale des élèves en fonction du type public/privé d'établissement, du quartier et de la filière du bac. Il s'agit d'un problème général ; mettre en avant le SNU, c'est occulter les causes sous-jacentes. Et n'oublions pas que les jeunes étrangers sont exclus du service national (ce qui va de soi), voilà donc une « mixité » purement française. Cela étant, on pourrait être amené à croire que le service civique, version moderne du « service à la patrie », pourrait créer de la mixité sociale et répandre les « valeurs de la République », mais sans les aspects négatifs du service national. Qui nierait qu'il puisse y avoir des « missions » intéressantes qui permettent de se consacrer à une activité d'intérêt général (humanitaire, social, culturel,...) tout en percevant une (très) modeste rémunération. Précisons ici que l'auteur de cet article a passé neuf mois en service civique. Or, l'objectif d'augmenter massivement les postes pour enrôler chaque année près de 150.000 jeunes de 16 à 25 ans, pousse à des dérives.

Parmi les neuf secteurs d'actions prévues pour les volontaires – culture et loisirs, développement international et action humanitaire, éducation pour tous, environnement, intervention d'urgence, mémoire et citoyenneté, santé, solidarité, sport – celui de « citoyenneté » semble être un véritable fourre-tout. Ainsi, trouve-t-on des annonces comme celle-ci : « Changer le regard sur l'entreprise : Dans le but de travailler le regard sur l'entreprise et la représentation des jeunes et des

demandeurs d'emploi, nous recrutons 2 volontaires en service civique. » et de nos visites à la préfecture, nous gardons le souvenir des « volontaires » en mission à l'accueil. Ça s'appelle dans l'annonce : « Accompagner les usagers dans les services ». Mais il y a également des associations où le jeune en service civique semble remplacer plus ou moins un salarié : Le candidat est appelé à faire de la bureautique, à alimenter le site-web et à proposer des animations dans le cadre d'« Aide à l'accueil et à l'animation d'un club de tennis ». Même si ce n'est pas voulu, la pratique confirme alors ce que nous avons soupçonné.

Si nous faisons un simple calcul, nous nous apercevons pourquoi le service civique est aussi apprécié par les associations : En 2018, un jeune est payé 473,04€/mois par l'État, auxquels s'ajoutent 107,68€ de majoration pour les boursiers ou bénéficiaires du RSA. L'organisme d'accueil participe avec seulement 107,58€ (qui peuvent être des biens matériels) et il n'a pas à payer des cotisations et les contributions à la sécurité sociale. (Pour les organismes à but non lucratif, le service civique est même presque gratuit, car ils reçoivent une aide mensuelle de 100€ par l'État !) En somme, cela fait entre 580€ et 690€/mois pour 24 à 35 heures travaillées par semaine. Si l'on compare le coût pour l'organisme (si ce n'est pas l'État) d'une heure de travail en service civique – entre 70 centimes et un euro – aux plus de dix euros brut pour un poste au SMIC (avec charges patronales moins les réductions), on trouve qu'une association peut se payer 14 services civiques au lieu d'un seul poste payé au SMIC ! Alors, en réponse à la question « Et pour quelles raisons, ne



souhaitez-vous pas réaliser de Service Civique ? », 42% des jeunes enquêtés n'y étant pas intéressés disent « Parce que ce [...] n'est pas assez rémunéré. »[2]

Si beaucoup de jeunes désirent quand même effectuer un service civique, cela devrait être en partie dû à la crainte des « trous dans le CV » : selon cette idée, il vaudrait mieux travailler pour pas cher que d'être au chômage pendant quelques mois. On trouve même des services civiques où travaillent des jeunes d'un niveau master parce qu'il n'ont rien trouvé ailleurs ! Après les stages peu ou pas payés, voilà donc le nouveau truc pour exploiter la jeunesse.

Malgré la forme actuelle indigne qu'a pris l'action sociale et humanitaire, nous croyons qu'il y a un vrai besoin de se donner aux autres, d'être solidaire et de mettre en pratique ses idées. Il s'agit là de quelque chose de fondamentalement humain. Mais une bonne part de vigilance est justifiée quand des acteurs institutionnels comme l'État veulent y fixer un cadre et mettre des Hommes au service de leurs agendas. Ainsi, après le premier enthousiasme « d'être utile » à quelque chose – fût-ce à la prétendue défense nationale ou à autrui – vient vite



la désillusion d'une rémunération de misère, des conditions de travail insupportables, de l'absence totale de formation et d'ouverture,... et le mauvais sentiment de s'être laissé tromper se manifeste. Avant de s'engager dans un des services proposés, se poser la question de

« Pour qui ou quelle idéologie vais-je être utile ? » aurait peut-être clarifié certaines choses. Même si le service civique ou militaire nous apporte des savoirs et savoir-faire certains d'un point de vue pragmatique, le risque latent ou réel est toujours de s'impliquer dans quelque chose que nous ne décidons pas nous-mêmes. Pour celles et ceux qui préfèrent l'autonomie certaine à l'hétéronomie possible, qui veulent côtoyer des personnes d'âge, sexe, milieu ou origine différents et se réaliser par l'action collective, il y a des issues, heureusement ! Parmi elles, nous pouvons nommer les associations de quartier, les associations d'aide aux réfugiés, de l'entraide ou encore le syndicalisme inter-professionnel. Car, contrairement à la nouvelle campagne publicitaire du Service Civique qui se résume sous le slogan « Le Pouvoir

d'être utile », nous voulons pour chaque individu le pouvoir de prendre sa vie en main.

[1] Selon une étude de YouGov France, Huffington Post et CNews datant de février 2018, 77% des électeurs de centre et 69% de droite y sont favorables contre seulement 51% de gauche et 44% d'extrême gauche.

[2] Dossier Ifop à la demande de l'Agence du Service Civique : « Les jeunes et le Service Civique : connaissance, représentations et potentiel d'attractivité », Octobre 2015.

La modernité

Pendant très longtemps, des barrières d'octroi étaient installées aux portes des cités. Pour rentrer dans la ville, les voyageurs devaient acquitter une taxe qu'ils payaient à une sorte de guichetier. La république, bon enfant pour faciliter le commerce supprima cet usage. Cette suppression contentait tout le monde, c'était un progrès, c'était moderne. Dans les années 60, l'état français lança un programme de construction d'autoroutes. Pour financer la chose, très vite il fut décidé d'installer des péages. A chaque sortie d'autoroute des guichetiers ont été installés pour prélever cette taxe. Les automobilistes râlerent bien un peu, mais au moins pensaient-ils « ça fait des chômeurs en moins ». Il y a quelques années, l'État pour régler ses problèmes de fin de mois décida de vendre ses autoroutes. Pressé ou distrait, on ne sait, il les brada à un prix largement inférieur à leur valeur réelle. Les acquéreurs remboursèrent très vite leur investissement et depuis ils se gavent.

En bons gestionnaires, les nouveaux propriétaires entreprirent très vite de moderniser leur entreprise. Ils ne supprimèrent pas les péages, non, ils se contentèrent de supprimer les guichetiers : maintenant l'argent est prélevé directement par des machines. Sans doute pour payer les

machines, le prix des péages a augmenté : c'est à ce genre de détail que l'on voit la supériorité du privé sur le public. A propos de public, jusqu'à il y a peu, dans ma ville la collecte des ordures était assurée par la municipalité. C'était simple, on mettait les ordures dans une

poubelle, la poubelle sur le trottoir et les employés municipaux se chargeaient de leur transport, leur tri, leur destruction ou leur recyclage. Ce service a été vendu à une multinationale . En bon gestionnaire, elle a très vite entrepris de moderniser cette collecte : des

grands containers enterrés ont été installés en plusieurs endroits et les citoyens doivent, maintenant y vider leurs ordures. Il y a plusieurs containers, un pour le verre, un pour le papier, un pour les non recyclables et même (mais celui-là n'est pas obligatoire) un pour les déchets compostables . C'est parfois un peu compliqué, pas plus tard que hier, j'ai vu un vieux monsieur se faire réprimander par un voisin. « Si j'avais été un policier municipal, je vous aurais mis une amende » lui a-t-il dit. Donc maintenant, non seulement on doit amener ses ordures au container, les trier, payer une taxe sur l'enlèvement des ordures ménagères qui augmente chaque année et en prime on se fait engueuler ! C'est sans doute ça qu'on appelle la modernisation. Parfois on a envie de respirer un grand coup ; pas trop grand quand même parce qu'il y a plein de particules fines dans l'air... vous savez, ces poussières microscopiques que relâchent les moteurs diesels. Dans les années 60 ou 70, les constructeurs japonais ont entrepris d'envahir l'Europe avec des petites voitures essence bon marché ;

les constructeurs français ont eu très peur et pour les protéger, l'État a très fortement augmenté les taxes sur l'essence. Du coup, les automobilistes se sont rués sur les voitures diesel. La fréquence des maladies respiratoires (cancers, asthme, etc.) et la mortalité conséquence de ces maladies ont beaucoup augmenté, surtout dans les villes. On ne doit pas oublier les conséquences sur l'environnement, les conséquences économiques (déficit de la sécurité sociale), etc. mais parce que l'état prend soin de nous, parce que notre santé lui tient à cœur, il vient de décider d'augmenter très fortement les taxes sur le diesel. L'état souhaite pour préserver notre santé et pour des raisons écologiques que nous investissions dans des voitures électriques et bon prince il nous octroie une prime à l'achat. Curieusement, il ne dit pas que les batteries électriques ont une durée de vie limitée ni que notre voiture électrique ne vaudra presque rien quand sa batterie sera morte. Fini les voitures de plus de 10 ans qui roulent toujours et qui font le bonheur des pauvres gens, changer la batterie

coûte aussi cher que de changer de voiture. Les constructeurs en rêvaient, l'électrique donne corps à leur rêve. En fait, toutes ces histoires font rêver les industriels : une voisine qui travaille dans un grand groupe m'a dit que l'histoire précédemment citée des ordures passionnait leur direction et que dans son entreprise, un service travaillait sur le thème suivant : comment amener les consommateurs à payer des services non marchands, inexistantes ou produits par eux-mêmes. Pour les capitalistes, c'est le top de la modernité.



AGRO-ÉCOLOGIE ET ÉCOLOGISME : ANTI-PRODUCTIVISME OU ANTI-CAPITALISME ?

A propos de l'agro-écologie comme à propos d'autres choses, il importe de poser la question de la finalité et, par conséquent, de s'entendre sur les mots, leur origine, leur contexte historique et idéologique. Il est utile de savoir qui les a inspirés, et quelles pratiques ils recouvrent pour quoi faire. On peut aussi poser la question à propos du « capitalisme », qui est un concept tentant de décrire une réalité, et pas forcément la réalité elle-même. Pour paraphraser Max Stirner lorsqu'il écrivait que « la liberté n'existe pas, seul les êtres humains libres existent », on peut dire, en forçant le trait, que le capitalisme n'existe pas, seul les capitalistes existent. Cela évite de prendre le concept pour un fourre-tout et de tomber dans des schémas dogmatiques, une pratique habituelle aux religieux comme aux marxistes.



Le capitalisme ne repose pas seulement sur la fabrication de gadgets

En affirmant que « l'essence même du capitalisme, du système marchand, ce n'est pas de satisfaire des besoins, mais bien d'en créer de nouveaux, seul moyen pour lui d'assurer sa pérennité », l'auteur de la réponse parue dans le numéro 160 introduit malheureusement un contre-sens. Il y ajoute une fausse piste en pensant que dénoncer le « productivisme » (terme qui revient à plusieurs reprises dans la réponse assure alors une position radicale et critique indépassable. Sans rentrer dans le débat sur les origines historiques du capitalisme (le XVI^e siècle, le XIX^e ?) ou géographiques (Gênes ? Venise ? Londres ?), on peut souligner que celui-ci est un système dont les agents cherchent à vendre pour faire du profit (c'est le but premier et ultime) tout en satisfaisant certains besoins. Certains besoins, pas tous, assurément, mais beaucoup. Et de grande ampleur. Car s'il n'y a pas de travailleurs valides un minimum nourris pour produire ce que les marchands vont vendre — à moins de recourir à l'esclavage « classique » — et s'il n'y a pas de consommateurs solvables (quitte à les endetter) pour acheter cette production, le système ne peut pas fonctionner. Autrement dit, s'il n'y a pas de consommateurs, il n'y a pas de vente, et pas de profit. La société est donc organisée en conséquence, les capitalistes accordant

aux travailleurs de quoi survivre, tandis que, grâce à leur lutte, les travailleurs peuvent, parfois, arracher davantage. Contrairement à ce qu'avance un discours — dont il faut bien repérer qu'il provient des religieux (qui ont toujours critiqué le luxe pour les autres) ou des intellectuels gavés de la classe moyenne (critique souvent ambiguë de la « société de consommation ») —, le gadget, le « superflu » ou le « n'importe quoi » ne constituent pas le cœur du capitalisme. La force de celui-ci repose d'abord sur la vente de produits de base comme les céréales, les boissons, la laine ou le coton, le ciment ou le pétrole. Car, intrinsèquement, l'humanité doit manger, boire, se vêtir et se loger. À ces besoins fondamentaux, indépassables, s'en ajoutent d'autres comme la reproduction sexuée ou l'art, par exemple. Ces deux domaines peuvent, bien sûr, être eux aussi marchandisés — et ils le sont. Mais la promotion de nouveaux biens articulant d'autres besoins en évolution (par exemple, la connaissance ou la distraction par le livre, le film, la musique, la Toile...), s'appuie sur ce centre productif. Sans pétrole, sans uranium, pas de Netflix. Affirmer le contraire reviendrait à dire que la guerre au Proche et Moyen-Orient a tout à voir avec la religion et rien avec le pétrole...

Le tournant du compromis fordiste

Pour assurer leur pérennité, les capitalistes ont donc besoin d'une adéquation constante entre la production et la consommation : entre l'exploitation de la force de travail et le pouvoir d'achat des êtres humains. C'est ce qu'ont parfaitement compris les plus lucides d'entre eux qui instaurent le fordisme à partir des années 1930, et son succédané le toyotisme, qui consiste, en gros, à lâcher du lest sur les salaires et

l'aménagement du cadre de vie pour maintenir les profits et la consommation de masse.

C'est ce qu'ont également compris leurs épigones des années 1950 et 1960 qui, face à l'idéologie communiste ou tiers-mondiste, ont enclenché le discours écolo-catastrophiste qui est désormais dominant (conférence de Lake Success en 1948, ouvrages de Vogt et Fairfield Osborn la même année, fondation de la gouvernance mondiale de l'UICN et du WWF, jusqu'au Rapport Meadows de 1972 via le Club de Rome). Notons au passage que ce sont les eugénistes d'avant 1945 qui, dans ce cadre, deviennent les ultra-malthusiens d'après 1945, avec le même fond misanthropique qui aboutit, par exemple, à la création du WWF. Et la petite musique du « nous sommes trop nombreux sur terre » légitime tous les discours sur « bloquons les migrants ». De même que l'antienne du « nous sommes tous sur le même bateau », Gaïa, Pachamama ou planète-terre permet de véhiculer un discours, et donc une politique, qui masque la lutte des classes. Il faut bien voir que le tournant fordiste des années 1930, initié aux Etats-Unis, s'effectue parallèlement à l'émergence des fascismes en Europe (Italie, Allemagne, Portugal — cas particulier de l'Espagne) ou ailleurs (Argentine, Japon...). Il se fait toujours contre l'idéal communiste qui, s'il est horriblement déformé par les léninistes et les staliniens, reste alors encore attractif pour beaucoup. Le tournant fordiste se fait en partie contre le fascisme, mais également avec lui en tant qu'idéologie et contrôle des masses. La petite et la moyenne bourgeoisie, alors prise en étau entre les grandes entreprises déjà multinationales et l'agitation sociale des travailleurs, souvent radicale, est à la recherche d'une troisième voie qui constitue précisément l'un des axes idéologiques du fascisme, lequel, en Italie par exemple, n'hésite pas à prendre la couleur noire des anarchistes pour affubler ses chemises. Ce n'est donc pas un hasard si le concept de

Le concept d'anti-productivisme renaît à partir des années 1970

Vu la déconfiture politique et idéologique de ses partisans, le concept de productivisme sombre aux lendemains de la Deuxième guerre mondiale, d'autant que la reconstruction, la relance de la production et le développement économique sont au cœur des préoccupations. Mais il réapparaît en France à partir des années 1970, pour caractériser le système agroindustriel, qui est notamment incarné par ladite « Révolution verte ». Le nouveau mode de production agricole transforme en effet le paysan d'autrefois en un agromanager, modifie son rapport à la terre (le sol, l'eau), aux animaux (élevage en batterie, abattage de masse) et au milieu (climat, paysage), via une technicisation croissante (machines puis ordinateurs). Il abîme la santé des travailleurs agricoles par la chimie toxique encouragée

par de puissantes firmes agro-industrielles qui contrôlent de plus en plus les graines. Il fournit aux consommateurs des produits standardisés et souvent affadis. Il fonctionne sur une échelle planétaire grâce au commerce international. Sous cet angle, le terme de productivisme devient synonyme d'agro-industrie chimique et polluante. Lutter contre le productivisme se confond alors avec la défense d'une agriculture paysanne, sinon avec la revendication d'un autre mode de consommation. Mais l'utilisation du vocable court le risque de tromper sur la nature du système de production et de consommation. Car il permet d'oublier ou d'occulter — par le biais même de l'étymologie et de l'adjonction du *-isme* à productivité — le rapport capitaliste sous-jacent qui est d'une autre nature puisqu'il ne s'agit pas pour lui de « vendre pour vendre », mais de « vendre pour faire du profit », ce qui n'est pas du tout la même chose.

«productivisme » et sa critique « antiproductiviste » sont forgés au sein de cette classe. Cela se passe en France, à partir de 1931.

Productivisme : produire pour produire ?

Le concept de « productivisme » est en réalité plus complexe qu'il n'y paraît. De même, son corollaire critique qu'est l'« antiproductivisme » est moins radical, et beaucoup plus ambigu qu'on ne le croit. Le premier sens, historique, de « productivisme » remonte donc à la France des années 1930.

Le second est plus extensif. Il correspond à l'acception actuelle, courante et banalisée, selon laquelle le productivisme caractérise tout système économique qui maximise la production en ayant recours à divers moyens intensifs (en agriculture : produits chimiques, mécanisation, économie d'échelle...). Mais les deux vont ensemble. Le premier sens, qui est proposé par les dictionnaires, est d'ailleurs

toujours admis par les courants qui se revendiquent de l'anti-productivisme. Selon eux, il s'agit d'un système qui « produit pour produire ». Telle est bien la conception avancée par les deux inventeurs du néologisme, Robert Aron (1898-1975) et Arnaud Dandieu (1897-1933), dans leur livre sur *Le Cancer américain* (1931). Elle est admise et propagée par le groupe idéologique dans lequel ces deux auteurs évoluent : L'Ordre nouveau (1931-1939), qui édite une revue éponyme (1933-1938, 45 numéros). Ce groupe, composé d'intellectuels « non conformistes » (outre Aron et Dandieu : Denis de Rougemont, Henri Daniel-Rops, Jean Jardin, Claude Chevalley, Robert Loustau...), relève du courant personnaliste chrétien, mais il flirte aussi avec le fascisme. Relevons sur ce point la coopération avec Philippe Lamour (1903-1992), animateur du Faisceau (1925-1928), premier parti fasciste français, puis fondateur de la revue

national-révolutionnaire *Plans* (1931-1933) dans laquelle paraissent les premiers textes de l'Ordre nouveau ; la *Lettre à Hitler* publié par

L'Ordre nouveau (15 novembre 1933) ; la participation à un congrès mussolinien des Corporations à Rome (20-23 mai 1935) ; ou la fréquentation des jeunes nationaux-socialistes allemands (Otto Abetz...). Outre ses dénonciations du « matérialisme contemporain », de « l'esprit yankee » et de

« l'individualisme libéral », outre sa méfiance envers la technique et son positionnement « ni droite, ni gauche », l'Ordre nouveau critique le productivisme aussi bien américain que soviétique. Pour deux de ses membres



actifs, Alexandre Marc (1904-2000) et René Dupuis (1905- ?), « au productivisme actuel qui aboutit au culte imbécile et criminel de la production pour la production, nous voulons substituer la primauté du consommateur » (« L'homme dans la cité, le fédéralisme révolutionnaire », *Esprit*, 1932, 1-11, 2, p. 321). La posture nommée « anti-productiviste » de L'Ordre nouveau vise probablement deux tendances qui se développent alors au sein du mouvement socialiste. D'une part, le « productivisme » du groupe turinois de *L'Ordine nuovo* (avec le marxiste Antonio Gramsci et l'anarchiste Pietro Mosso), qui promeut une rationalisation de la production libérée du taylorisme et valorisant le savoir-faire des travailleurs alliés aux techniciens. D'autre part, le courant artistique du « productivisme » soutenu en Union soviétique par le *Proletkul't* et Alexandr Bogdanov (1873-1928), vieil adversaire anarchisant de Lénine.

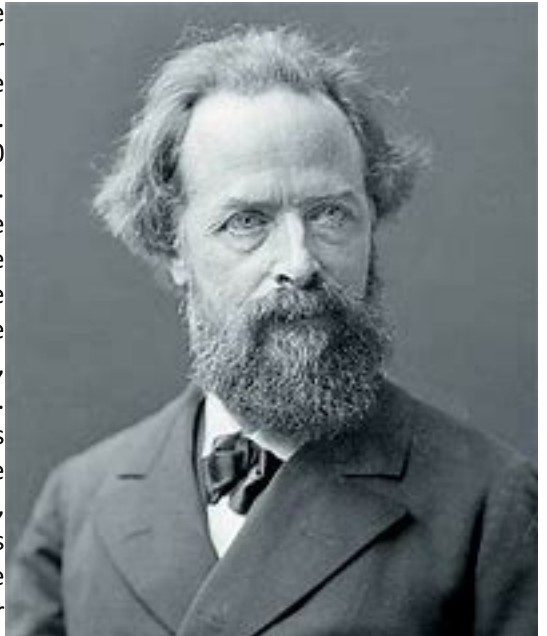
Critique de la marchandise : morale ou sociale ?

Il faut insister sur cet aspect qui interroge non pas l'essence d'une activité (la production), mais sa finalité réelle (produire pour quoi et pour qui). Selon la critique socialiste classique (marxiste et anarchiste), le profit n'est pas considéré comme une valeur morale, mais comme un principe économique : c'est l'agent d'un système d'exploitation. L'économie capitaliste ne produit d'ailleurs pas toujours à outrance (restriction de biens de luxe, par exemple), il vend, parfois à perte, et il détruit si nécessaire pour maintenir les prix.

En revanche, pour les courants religieux ou métaphysiques, l'argent et la marchandise sont considérés d'abord, et souvent exclusivement (le reste du propos n'étant que de l'enrobage), sous l'angle moral et moralisateur. Rien de nouveau depuis les diatribes du révérend pasteur Malthus. Au passage, l'idée même de « progrès » est condamnée, car il ne faudrait pas que les exploités imaginent qu'il puisse y avoir autre chose que le statu quo, que la conservation des équilibres naturels et sociaux, c'est-à-dire le maintien des inégalités et des injustices. L'exhumation, au cours des années 1960-70, du concept de productivisme « première manière » (des années 1930) est effectuée par d'anciens membres de L'Ordre nouveau, comme Denis de Rougemont (1906-1985), animateur d'Ecoropa, et Claude Chevalley (1909-1984), inspirateur du groupe Survivre et vivre. S'y ajoutent des penseurs ayant fréquenté avant-guerre le courant personaliste, comme le pasteur Jacques Ellul (1912-1994) ou l'enseignant Bernard Charbonneau (1910-1996), qui comptent également parmi les piliers intellectuels de l'écologisme prenant son essor après mai 1968. En France, les courants chrétiens ou gandhiens de la CFDT au PSU et les rescapés du pétainisme (Armand Petitjean...) reprennent en chœur l'antienne.

De facture chrétienne, le personalisme

rechigne à se dire anti-capitaliste ou anti-étatiste. Il préfère utiliser un autre vocabulaire qui englobe le concept de « productivisme ». L'Ordre nouveau des années 1930 reconnaissait la propriété privée. L'actuel courant antiproduktiviste esquive généralement, pour ne pas dire systématiquement, cette question de la propriété pour se concentrer sur le mode de gestion, ce qui n'est pas la même chose. Composite, il revêt plusieurs tendances dont certaines se revendiquent de l'anticapitalisme, mais en véhiculant des analyses qui mésinterprètent la logique capitaliste (lequel produit pour vendre, et non pour produire en soi).



Retour de l'histoire ou dépassement ?

Il est probable que les militants actuels qui se dressent contre le productivisme ignorent tout ou partie de cette histoire ou de sa charge idéologique, et qu'ils voient dans ce concept un simple moyen de dénoncer l'outrance d'un système économique. Mais la teinte religieuse d'un grand nombre de penseurs écologistes contemporains (Pierre Rabhi, Vincent Cheynet, Hervé Kempf, Dominique Bourg...) ou de penseurs proches (Gilbert Rist, Jean-Pierre Dupuy, Bruno Latour...) confirme cette filiation. Le lien entre les antiproduktivistes « première manière » et « seconde manière » est d'ailleurs affirmé par des intellectuels comme Christian Roy ou Mireille Marc-Lipiansky. Mais en quoi ce serait un problème s'il s'agit de « sauver la planète » et de lutter contre la « dévastation du monde, son empoisonnement général » ? En fait, il y a convergence entre trois tendances à l'aune du discours catastrophiste. L'une, animée par les puissances dominantes, nous explique que le modèle de production intensive

était nécessaire pour sauver le monde de la famine, voire qu'il l'est encore. Il est certes lié à l'industrie chimique, mais il ne faut pas oublier que les premiers idéologues à lutter contre la dévastation des terres étaient eux-mêmes des chimistes hommes d'affaire qui avaient intérêt à noircir la situation et à vendre leur solution. C'est le cas de Justus von Liebig (1873-1903), souvent cité de façon élogieuse par un Marx qui n'imaginait pas que ce « prophète de malheur » (comme l'appelait Élisée Reclus), par ailleurs riche aristocrate, allait donner naissance à la puissante entreprise qui porte son nom. Notons au passage que la défense de la pureté du sol et de la terre est l'un des leitmotiv du fascisme, le leader nazi Heinrich Himmler (1900-1945), ancien membre de l'organisation éco-naturaliste Artam, en faisait d'ailleurs son affaire lorsqu'il promouvait l'agriculture biologique dans ses fermes... Les objectifs réels du capitalisme sont de vendre et de faire du profit en maintenant un mode industriel gourmand en énergie, quitte à défendre le nucléaire puisqu'il est faiblement émetteur de gaz à effet de serre (argument avancé par l'ex-ministre Hulot pour faire passer la pilule de

la relance du programme nucléaire français, et qui peut quitter son poste maintenant qu'il a fait le job). L'autre, animée par une paysannerie effectivement aux abois, tente de sauver sa peau. Dans les pays urbanisés, il s'agit pour elle de se concilier les citoyens par une promotion du bio, des produits de qualité et du circuit court — principes séduisants — quitte à endosser le discours écolo-catastrophiste. Mais il n'est pas nécessaire d'être grand clerc pour comprendre que ce discours anxiogène est bien plus puissant qu'un appel au retour à une « agriculture paysanne » dont les composantes historiques sont loin d'être révolutionnaires, malgré les

tendances ouvrières-paysannes qui, de nos jours encore, ne s'opposent guère à l'État fondé de pouvoir du capitalisme. Si, en outre, s'ajoutent les tendances post-fascistes, l'affaire devient confuse. Supposer que des personnes comme Alain Soral ou Alain De Benoist (auteur d'un livre intitulé *Demain la décroissance, penser l'écologie jusqu'au bout*, 2007) ne soutiennent l'agro-écologie que par pur opportunisme revient à masquer, avec une forte dose de naïveté (l'écologie serait intrinsèquement du « bon côté ») et de méconnaissance historique (on oublie ses origines), la logique terrienne, biologique, primitive et grégaire du fascisme historique... et du postfascisme actuel. On se

rappellera alors les « chemises vertes » de l'agitateur paysan fascisant Henry Dorgères pendant les années 1930. Certes, nous sommes en 2018, mais où nous emmènent les politiciens qui surfent sur l'anxiété, qui ont intégré l'appareil d'État, qui se posent en « sauveurs de la planète » et qui parlent d'anti-productivisme au lieu de se dire anticapitalistes ?



Réponse à Aurélien Barrau :
critique de la religion écologiste, pour une révolution écologique

L'écologie est-elle compatible avec le capitalisme ? France Culture intitula l'une de ses diffusions par cette question. L'un des intervenants participant à la discussion était Aurélien Barrau. Astrophysicien de son état, j'avais apprécié ses ouvrages de vulgarisation scientifique où se mêlent, entre autres, théorie du Big Bang et citations d'Antonin Artaud. Cet individu me paraissait des plus sympathiques. Revenant brièvement dans ses ouvrages sur ses affinités adolescentes avec le courant libertaire, il pouvait incarner la figure d'un « intellectuel contemporain », et quelqu'un me semblait profondément humaniste. Ma déception suite à son intervention radiophonique fut à la hauteur des à priori favorables que j'avais à son égard.

Cela ne fait nul doute que l'écologie doit être une de nos priorités de réflexion et d'action. Je ne reviendrai pas ici sur l'état de la planète ni sur les alarmants rapports des climatologues, mais il est certain qu'il

y a urgence ! Ne serait-ce que dans une perspective humaniste stricto sensu, l'Homme ne peut exister et évoluer que grâce à son environnement et les richesses que celui-ci lui procure. D'un mot enfonçant des portes ouvertes, s'il n'y a plus de Terre, il n'y a plus d'Humanité. Les propos d'Aurélien Barrau m'ont néanmoins fait réagir quant à la forme des réponses écologiques à porter à notre monde. Dans sa bouche l'écologisme se confondrait avec une religion. Une religion sans Dieu, fait anecdotique au demeurant, mais une religion tout de même avec son lot de duperies, de manipulations et de déviations. Tous les éléments se trouvaient ainsi distillés tout au long de son propos. Dans un premier temps la peur et la terreur de la fin du monde et de l'apocalypse. Face à la situation préoccupante que nous rencontrons reste à savoir quelle position adopter. Une réponse, posée, collective et fondée sur la raison ou, comme le laissait entendre le scientifique susnommé, une hystérie collective reposant sur le cerveau

reptilien et nos instincts les plus primaires. Thème cher aux diverses religions, la crainte de la fin du monde, ou la punition divine, a pour conséquence de maintenir la population dans l'oisiveté et la soumission aux saintes écritures. Dans le cas qui nous concerne ce rôle serait tenu par les technocrates scientifiques et politiques inhibant de fait tout mouvement de contestation pouvant perturber leurs actions. Cela nous mène vers la seconde analogie, le thème du sauveur, de l'homme providentiel. Dans son énoncé M. Barrau priait les politiques, et le terme prend ici tout son sens, de prendre en considération de toute urgence les préoccupations environnementales. Il désirait s'adresser à eux, comme s'ils étaient seuls à pouvoir apporter une solution et ainsi sauver notre monde. Rappelons que nous parlons des mêmes politiques qui depuis des dizaines d'années ont misé sur le nucléaire, ont dynamité le Rainbow Warrior, se sont rendus complices de l'exploitation des

seuls à pouvoir apporter une solution et ainsi sauver notre monde. Rappelons que nous parlons des mêmes politiques qui depuis des dizaines d'années ont misé sur le nucléaire, ont dynamité le Rainbow Warrior, se sont rendus complices de l'exploitation des énergies fossiles pour des raisons pécuniaires et bien d'autres crimes contre l'Humanité sur lesquels il serait trop long ici de revenir. De ce fait il évince toute remise en cause profonde du système actuel et de l'ordre établi. Il nous invite ainsi à prêter allégeance à ceux-là mêmes qui sont la cause des nos maux.

Le troisième point de comparaison entre l'écologisme réformiste et la religion est le sentiment de culpabilité et la honte du péché originel. Il en est de ta responsabilité pauvre pécheur automobiliste si le monde court à sa perte, honte à toi qui n'utilises pas le sac jaune pour la poubelle bleue, etc. Soyons honnêtes, la chose publique (res publica) est l'affaire de tous, et la prise en considération de tout un chacun, d'autrui ainsi que de son macrocosme sont des thèmes qui nous sont chers. Mais pour reprendre une image

cosmologique, certains corps exercent une force gravitationnelle infiniment plus grande que d'autres. Ainsi la part de la pollution actuelle supportée par les géants industriels et l'agriculture capitaliste se trouve être sans commune mesure avec celle de l'individu lambda. Celui-là même est contraint au demeurant, par l'urbanisme capitaliste contemporain, d'utiliser son véhicule pour aller travailler et survenir ainsi à ses besoins vitaux. Un autre aspect nous a heurté dans le discours d'Aurélien Barrau. Celui-ci proposait dans son intervention d'employer des méthodes coercitives afin de contraindre la population à avoir recours à des méthodes plus responsables. Le chemin ici emprunté nous paraît dangereux. A l'instar des religions, l'utilisation d'un objet transcendantal, qu'il s'agisse de Dieu ou de l'écologie, peut mener à toute sorte de fanatisme, de dictature et de barbarie. Le fait de placer un objet ou une raison, au-dessus de la conscience d'appartenir à l'Humanité fut et sera le lit de toutes les tragédies de l'Histoire. L'écologie sera humaniste ou ne sera pas. Plutôt que de subir les réprimandes

d'une autorité coupable de la situation que nous vivons, la pensée écologiste peut et doit se conjuguer avec un changement de société. Elle peut être un vecteur du désir de vivre avec, mais jamais une contrainte. En ce sens elle peut et doit s'inscrire dans un processus révolutionnaire, dans une refonte profonde de nos matrices de lecture du monde.

Au nom du pragmatisme, pour sauver la planète on nous astreint à être soumis et dociles. Non, c'est au nom du pragmatisme qu'il faut oser partir à la dérive vers l'absolu. Au nom du pragmatisme, car c'est à terme l'unique solution viable, il faut être révolutionnaire.

1-big et au delà, ed Dumod

2-Titre d'un recueil de Jacques Prével dont les textes sont compilés dans un ouvrage intitulé "En compagnie d'Antonin Artaud"

Quelle liberté pour l'anarchie ?*

Dans son discours[1] prononcé à l'Athénée royal de Paris en 1819, Benjamin Constant établit une distinction entre deux conceptions de la liberté. La liberté des anciens et la liberté des modernes. La liberté des anciens, ou liberté politique, consiste « à exercer collectivement, mais directement, plusieurs parties de la souveraineté toute entière ». Nous sommes libres dès lors qu'on participe aux affaires publiques, qu'on participe à établir les lois auxquelles nous devons obéir. L'individu est gratifié par l'exercice politique car il vit dans une cité dont la taille restreinte lui permet de peser politiquement et d'être reconnu: « Chacun sentant avec orgueil tout ce que valait son suffrage, trouvait dans cette conscience de son importance personnelle, un ample dédommagement » aux sacrifices faits pour préserver ses droits politiques.

Cette conception de la liberté aboutit cependant à une prééminence de la société sur l'individu: « en même temps que c'était là ce que les anciens nommaient liberté, ils admettaient comme compatible avec cette liberté collective l'assujettissement complet

de l'individu à l'autorité de l'ensemble. » Constant évoque les travers des sociétés anciennes dans lesquelles aucune indépendance n'est laissée à l'individu: « Terpendre ne peut chez les Spartiates ajouter une corde à sa lyre sans que les éphores[2] ne s'offensent. Dans les relations les

plus domestiques, l'autorité intervient encore. Le jeune Lacédémonien[3] ne peut visiter librement sa nouvelle épouse. A Rome, les censeurs portent un œil scrutateur à l'intérieur des familles. Les lois règlent les mœurs, et comme les mœurs tiennent à tout, il n'y a

rien que les lois ne règlent. » Cette liberté a pour conséquence contradictoire d'accorder aux individus la souveraineté politique et d'en faire parallèlement des « esclaves dans tous les rapports privés. » Les droits individuels n'existent pas et l'individu est englouti par la société, il s'y soumet totalement.

Parmi les cités grecques antiques, la plus moderne (dans sa conception de la liberté) serait Athènes dont les citoyens jouissaient d'une relative liberté personnelle par rapport aux autres cités.

La liberté des modernes, ou liberté morale, consiste en la sécurité de la jouissance privée à travers des droits individuels tels que la liberté d'opinion, de culte et la propriété privée. Elle marque une indépendance vis-à-vis du corps social et la prééminence du droit de l'individu sur celui-ci. Mais cette liberté éloigne l'individu des considérations politiques qui s'en remet à un système représentatif sur lequel il n'a que peu d'emprise et ne cherche aucune satisfaction liée à l'exercice de la chose politique car déjà occupé et satisfait par la jouissance de sa sphère privée. De plus l'individu moderne vit dans une société qui n'est pas à la même échelle que les cités grecques antiques, il est noyé dans la masse et la gratification tirée de la reconnaissance liée à l'exercice de la chose politique est largement diminuée: « Perdu dans la multitude, l'individu n'aperçoit presque jamais l'influence qu'il exerce. » L'individu voit son droit politique réduit au droit, pour chacun, d'influer sur l'administration du Gouvernement,

soit par la nomination de tous ou certains fonctionnaires, soit par des représentations, des pétitions, des demandes que l'autorité est plus ou moins obligée de prendre en considération. Les différentes expériences socialistes du XXe siècle nous ont montré que la prise de pouvoir, par un parti ou quelque individu, au nom du peuple cumulait les effets néfastes de ces deux définitions de la liberté. Non seulement les sociétés socialistes autoritaires ne laissent aucune place aux libertés individuelles, à l'image de la Russie bolchevique sous Lénine



puis Staline, mais le pouvoir n'est pas exercé collectivement, il est confisqué par un parti ou des individus qui prétendent être les représentants de la volonté populaire. Pour reprendre l'exemple russe, on peut légitimement voir dans l'apparition des soviets une aspiration à l'exercice collectif de la politique, et dans leur mise sous tutelle par le parti bolchevique une confiscation de la souveraineté politique. Alors que le socialisme est censé être synonyme d'émancipation, les individus vivant dans une telle société ne peuvent prétendre jouir ni de la liberté politique ni de libertés privées.

Aussi, en tant qu'anarchistes, gardons-nous de faire l'impasse sur cette question et essayons de déterminer quelle liberté nous voulons. La réponse déterminera à quel type d'organisation politique nous devons aspirer.

Quelles sont les limites de la compétence de la collectivité ? Doit-on tout décider de manière collective ? Doit-on nous même, sous prétexte d'autogestion, légiférer sur tout ce qui peut se prêter au vote ? Allons-nous tous, indépendamment de nos compétences, décider de la politique ferroviaire fédérale, par exemple, dans le cadre d'une société fédéraliste libertaire ? Même en diminuant le temps de travail, aurons-nous seulement le temps de légiférer sur toutes ces choses ? Allons-nous être obligés de sacrifier nos libertés privées pour le besoin de la politique ? Si les athéniens pouvaient occuper leurs journées à la politique c'est parce qu'ils se

reposaient sur une masse considérable d'esclaves qui travaillent à leur place, ce qui ne semble pas être une option souhaitable dans une société anarchiste. Avons-nous les compétences pour légiférer sur tout ? Si les savants et philosophes antiques pouvaient prétendre à un savoir encyclopédique, l'étendue de nos connaissances rend de telles prétentions fantasques de nos jours. Le projet fédéraliste libertaire devra nécessairement poser les limites de la légifération collective car nous n'avons ni le temps ni les compétences pour prétendre décider de tout. Il n'est pas souhaitable que

14 ●●●●Réflexion●

l'évaluation des compétences médicales d'un médecin soit soumise au jugement d'une assemblée composée de profanes. Il s'agit de trouver un équilibre entre liberté politique en tant que pratique collective, et délégation, représentation (sous couvert de mandat impératif). Il s'agit aussi de déterminer l'échelle à laquelle nous pratiquons collectivement la politique afin qu'elle reste gratifiante et qu'elle permette une

reconnaissance de l'individu, de son poids politique afin qu'il se dirige de lui-même vers la pratique politique. Il convient également de trouver l'équilibre entre gratification liée à l'exercice politique et jouissance dans la sphère privée. Une fois que nous aurons entrepris de répondre à ces questions, nous pourrons prétendre au pragmatisme.

[*] Article paru en premier dans « RÉFRACTAIRE », journal

anarchiste de Rodez et ses environs. Lien du site : <https://refractairejournal.noblogs.org/>

[1] De la liberté des anciens comparée à celle des modernes – Benjamin Constant, 1819

[2] Les éphores sont les cinq magistrats spartiates élus par le peuple et qui composent le gouvernement.

[3] Spartiate.

Scandales

Les sciences ethnologiques et anthropologiques nous permettent de supposer qu'à un moment dans l'histoire de l'humanité, les sociétés humaines se sont divisées entre maîtres et serviteurs, exploiters et exploités et qu'au même moment les états, les religions et la propriété sont apparus. L'extraordinaire est que des gens qui jusqu'alors vivaient dans des sociétés sans chef, non hiérarchisées, fières et amoureuses de leurs traditions aient accepté de perdre ces caractères de liberté et d'égalité réelle qui fondaient leur authenticité. Tout au long de l'histoire, des philosophes, des historiens ont noté ce paradoxe ; ainsi au XVIème siècle Étienne de la Boétie disait sa stupéfaction que des peuples qui possédaient le nombre, qui possédaient la force abandonnaient toute dignité et acceptaient stoïquement d'obéir à des tyrans. C'est surtout au XVIIIème siècle que les philosophes des lumières entreprirent la critique

rationnelle des fondements de l'absolutisme, de la religion et plus globalement des formes d'organisation de la société. Au fur et à mesure que l'ignorance et la servilité des peuples qui sont les piliers sur lesquels repose le pouvoir des maîtres reculait, leur critique diffusée par affiches, libelles, pamphlets et pièces de théâtre aboutit à ce que l'auréole de mystère qui entourait la personne du roi s'évanouisse comme brume au soleil . Ceux que l'on ne pouvait approcher qu'à genoux, que l'on ne pouvait regarder qu'en courbant la tête parce qu'ils se prétendaient « élus de dieu », ces rois, ces nobles ces curés perdirent alors tout leur prestige et apparurent au grand jour comme de misérables exploiters. Les scandales de la cour, les gabegies extraordinaires des nobles et des curés de cour, le luxe extraordinaire de Versailles apparut au grand jour. Le peuple mourait de faim pendant que des spéculateurs s'enrichissaient à

ses dépens. Le scandale était énorme, la révolution de 1789 éclata, la république fut proclamée. Cette dernière affichât aux frontons des mairies la liberté, l'égalité et la fraternité pour tous ; le peuple allait choisir ses maîtres et ces derniers en bons citoyens se comporteraient comme des agneaux, purs et respectueux des lois, pour tout dire transparents. Ces belles intentions ne firent pas illusion très longtemps ; tous les gouvernements qui se sont succédé depuis plus d'un siècle ont eu leur lot de scandales, tous plus énormes et graveleux les uns que les autres. De Dreyfus à Panama, la liste est très, très longue. A chaque fois pour marquer sa désapprobation et punir les coupables, le peuple élit une nouvelle équipe (les prétendants ne manquent pas!) qui promet d'être honnête, sincère ... et c'est comme ça depuis que la république existe. Alors on promulgue des lois censées encadrer les agissements des élus, on met en place des commissions pour

les contrôler et la justice nous dit on sanctionnera les abus mais ceux qui font les lois ont tous les éléments pour les violer, les contourner, ils connaissent ceux qui sont dans les commissions et la justice qui en quelques minutes peut envoyer moisir en prison un voleur de poules ou un gamin de banlieue mettra des années pour condamner à une amende l'ex-élu coupable d'avoir détourné une fortune aux dépens du contribuable. Rien de révolutionnaire dans ces affirmations, déjà au XVII^{ème} siècle, le fabuliste Jean de la Fontaine disait la même chose en vers. Au temps du « roi soleil » ou en république, le pouvoir, l'argent, la volonté de puissance obsèdent pareillement les individus, les rend carrément fous prêts à prendre tous les risques pour parvenir. Il n'est

nous dit Elisée Reclus « geôlier qui ne tourne sa clef dans la serrure avec un sentiment glorieux de sa toute-puissance, d'infime garde-champêtre qui ne surveille la propriété des maîtres avec une haine sans bornes contre le maraudeur ; misérable huissier qui n'éprouve un souverain mépris pour le pauvre diable auquel il fait sommation ». Et si les simples citoyens sont sensibles aux attraits de l'argent et du pouvoir au point d'oublier les valeurs de solidarité, d'entraide, de camaraderie, combien est-ce plus vrai des hommes politiques qui vouent toute leur vie à la conquête du pouvoir et des honneurs, qui de ce simple fait se croient supérieurs, et nourrissent à l'endroit des simples citoyens un sentiment de mépris. Rien d'étonnant donc, si en ce début de XXI^{ème} siècle tous les médias

décrivent à longueur de journée les malversations et les comportements honteux d'hommes ou de femmes politiques, gouvernants ou prétendants au pouvoir. Quelque soit l'idéologie affichée, ils souffrent tous du même mal, leur tête gonfle à mesure que la perspective du pouvoir se rapproche, ils perdent tout contact avec la réalité. Les peuples sont stupides de confier leur sort depuis des siècles à ces bateleurs et c'est une pure utopie que de penser qu'en changeant simplement quelques règles, on pourrait éviter les scandales. Non, la seule manière pour en finir avec la corruption est de supprimer la cause, c'est à dire le pouvoir. A nous d'en tirer les conséquences et de prendre notre destin en main.

à propos du libéralisme

Le capitalisme règne aujourd'hui en maître sur l'ensemble de la planète et la quasi totalité des gouvernements se réclament de cette doctrine économique élaborée au dix neuvième siècle par Adam Smith. De très nombreux et très savants ouvrages ont été écrit pour expliquer cette idéologie mais au final toute la philosophie politique du libéralisme peut se résumer en peu de mots : « la somme des intérêts individuels finit toujours par aboutir au bien commun », ce que les membres de la classe dominante traduisent invariablement par « ce qui est bon pour moi sera à la fin bon pour la collectivité ». Le libéralisme sacralise ainsi à la fois la liberté d'entreprendre et le marché, et refuse toutes les contraintes qui prétendraient contrôler la volonté de s'enrichir des entrepreneurs, l'intérêt égoïste est la seule motivation qui pousse les gens à entreprendre.

D'après les libéraux, les lois de la concurrence et la main invisible du marché sont largement suffisantes pour régler au mieux le fonctionnement de l'économie et sanctionner par le succès ou l'échec n'importe quel projet économique.

Cette doctrine qui se revendique naturelle et transcendante et de ce fait au dessus de la morale ou de l'éthique, imprègne aujourd'hui la mentalité de toutes les couches de la société et détermine les pratiques de tous les agents économiques. On

n'en finirait plus d'énumérer les abus monstrueux qui ont été commis en son nom. Ainsi, c'est par intérêt, par appât du gain que des entreprises font travailler dans des conditions indignes pour des salaires misérables des hommes, des femmes ou des

16 ●●●●Réflexion●

enfants, par intérêt qu'elles délocalisent leurs productions dans des pays où la main d'œuvre est moins chère, pour la même raison qu'elles pillent des ressources naturelles, détruisent la bio-diversité, polluent les eaux les terres et l'atmosphère. C'est par intérêt et pour satisfaire leur volonté de puissance que les états nationaux dépensent des fortunes en armement et vont même jusqu'à se déclarer la guerre pour le plus grand malheur de s populations. C'est pour satisfaire des intérêts économiques que sur cette planète, les espaces naturels sont détruits, les océans pollués, les équilibres naturels gravement perturbés et la bio-diversité fortement réduite. En contrepartie, nous devons reconnaître que le système capitaliste libéral a permis le développement du progrès technique et scientifique jusqu'au point où nous en sommes aujourd'hui et que au moins dans les pays développés, de grandes fractions des populations ont pu accéder aux délices de la société de consommation. La société libérale est une société de classe fondamentalement injuste, inégalitaire et mortifère et c'est parce que tout au long des dix neuvième et vingtième siècles, les classes exploitées victimes de ce système se sont organisées et ont lutées avec les objectifs à la fois de transformer la société en abattant ses fondements à savoir l'état, la propriété, la religion et de conquérir des avantages matériels immédiats (salaires,

conditions de travail etc) qu'au final, la situation des classes dominées s'est depuis un siècle globalement améliorée. En privilégiant la défense de leurs intérêts immédiats et par facilité, en choisissant de confier à des organisations réformistes, gestionnaires de ce système le soin



de les défendre, elles ont abandonné toute perspective révolutionnaire et accepté sa perpétuation. Mais en ce début de vingt et unième siècle, par ce qu'il est dans la nature du système capitaliste libéral de croître sans fin, de devenir de plus en plus global, de se mondialiser de plus en plus, les classes dominées des pays occidentaux rentrent en concurrence avec les classes exploitées des pays en voie de développement et sous prétexte de préservation des emplois ou de concurrence, elles assistent les bras croisés au raboutage continu de tous les avantages sociaux que leurs anciens avaient conquis de haute lutte. Et ce n'est pas le moindre des paradoxes, que dans le même temps et pour les même raisons, on assiste à la concentration au niveau mondial de la richesse dans très peu de mains;

jamais le monde n'a été aussi inégalitaire, jamais la minuscule classe des très riches n'a été aussi riche, jamais l'immense cohorte mondiale des pauvres n'a été aussi pauvre. Et c'est la même logique capitaliste et libérale qui pour satisfaire la soif de profit et la volonté de puissance insatiables de cette classe d'hyper riches justifie la surexploitation des humains et des ressources naturelles, et finalement abouti à la ruine des populations et à la destruction des équilibres naturels.

L'urgence est donc d'en finir avec ce système absurde et d'entreprendre la construction d'une société plus juste, plus démocratique, plus égalitaire, et plus respectueuse de la nature. Construire un autre futur nécessite au préalable une prise de conscience généralisée de la nécessité de remplacer les valeurs fondamentales du capitalisme et du libéralisme par les valeurs d'entraide, de solidarité, de bien commun. C'est la seule voie possible pour sortir de la barbarie libérale.



L'Anarchosyndicalisme n'est pas un élitisme

Régulièrement nous voyons venir des gens vers nous, des gens qui se disent Anarchistes, et qui luttent pour l'Anarchie. Ces mêmes gens sont souvent dans des logiques de mode de vie qu'ils définissent comme forcément Anarchiste, comme vivre seul à l'écart du monde extérieur, écouter un certain type de musique, consommer des drogues et de l'alcool, s'habiller de telle manière, etc... Depuis que je suis militant Anarchosyndicaliste, de temps à autre un clampin, qui se réclame de l'Anarchisme, vient nous expliquer la vie, et nous accuse d'être des « beaufs » ou que la CNT-AIT ou même les CNT sont des organisations de « beaufs ». Ces personnes viennent souvent de milieux inorganisés, ou se réclament de l'autonomie ou de l'Anarchisme individualiste ou que sais-je encore, qui après avoir lu un bouquin de Bakounine et surtout de Stirner, s'imaginent avoir tout compris de l'Anarchisme. Entre deux pétards ces gens viennent nous parler dans les tables de presse, avec toujours un air condescendant, puisque si nous nous organisons, nous sommes forcément des cons. Ce genre de personnes, vous les trouverez aisément dans ces mouvements qui se réclament de l'Anarchisme, notamment dans les ZAD, ou les squats. Ils s'inventent une vie de militants autonomes alors qu'ils ne sont pas militants du tout, mais sont toujours prêts à faire la fête, parce que la lutte oui, mais en faisant la fête c'est mieux. Je ne sais pas ce que les gens retiennent de politique dans les concerts de rock « antifa » ou des teufs « antifa », mais personnellement quand je vais voir un concert de rock, même « antifa », j'y vais pour m'éclater, éventuellement boire une bière et ensuite je rentre chez moi. De la portée politique du spectacle que j'ai vu je n'en retire pas grand-chose, si ce n'est "à bas les flics et les fachos", donc pas grand-chose.

En effet, la mouvance Anarchiste comme probablement d'autres courants révolutionnaires, a un fort potentiel à produire des prétentieux pédants, mais si ça ne s'arrêtait qu'à ça je ne me fatiguerais pas à écrire ce billet d'humeur. Le problème, c'est que surtout depuis la généralisation d'internet, nous avons droit à des petits dictateurs imbus de leur personne, qui donnent des bons points aux uns et aux autres. Ils ont surtout une idée de l'Anarchisme assez curieuse, il se trouve qu'à la CNT-AIT il y a peu de fumeurs (c'est comme ça!), que nous ne sommes pas tellement adepte des drogues, et que nous avons une consommation d'alcool plutôt modérée. Quand ces « Anarchistes » s'étonnent de ça, et qu'ils s'étonnent encore plus que nous ne cautionnons pas ces formes d'addictions, nous avons droit au qualificatif de « réacs » ! Mais depuis quand un militant Anarchiste révolutionnaire pour être un vrai

« Anarchiste révolutionnaire » doit-il boire comme un trou et consommer des drogues? Je serais curieux de savoir d'où sort cette idée, certainement pas des milieux Anarchistes ! Faudrait-il rappeler à ces admirateurs de la bande à Bonnot (mais certainement pas admirateurs



des gens qui en Espagne avaient décidé de prendre leurs destins en main, comme c'est curieux...), que cette même bande à Bonnot n'était pas eux non plus tellement fanas des addictions comme l'alcool ou la drogue ? Étaient-ils des réacs ? Il faudrait qu'ils sachent que pendant longtemps l'ensemble du mouvement Anarchiste, et de tout courant et sous-courant, se méfiait des

addictions. Car, pour militer, il faut avoir la tête bien lucide !

Ce genre de trucs n'est en fait qu'un effet de style, du genre Anarchisme-mode-de-vie, je ne vois pas très bien ce qu'il y a d'Anarchiste à vivre seul dans une forêt, mais passons... Ces mêmes personnes sont aussi souvent très à cheval et surtout très radicaux (jusqu'à l'absurde même) sur l'antifascisme, le post-féminisme (les queers et cie...) et le véganisme, et à côté de ça diront que la lutte des classes serait dépassée, que le communisme libertaire serait la dictature, etc...

Donc en fait ils n'ont qu'une pensée identitaire et commune, sur ce que pense la société en général de ces thèmes, c'est-à-dire une pensée bourgeoise. Mais surtout quand on est extrêmement intransigeant sur l'antifascisme ou le post-féminisme, souvent ça cache une pauvreté et une confusion dans les analyses, puisque pour ces gens il n'y a que ces sujets qui comptent, et toute critique est

18 ● ● ● ● Billet d'humeur ●

évidemment interdite. Je me suis déjà fait traiter par ces mêmes personnes de masculiniste – je ne sais pas ce que ce terme regroupe en fait – pour simplement avoir critiqué l'écriture inclusive, qui est selon moi pas tellement une priorité dans la lutte féministe, ces mêmes gens qui quelque temps auparavant (vive la magie d'internet et de ses forums de discussion...), m'ont attaqué parce que je postais des vidéos de Youtube sur le rationalisme qui démontaient les théories du complot. Mais que sont ces « Anarchistes », qui n'aiment pas le point de vue rationaliste ?! Surtout ces sujets comme le paranormal ou les théories du complot ? Pour des antifascistes de choc, ça la fout mal ! Et pour des Anarchistes révolutionnaires, ça la fout mal aussi ! Ce n'est pas parce qu'il y a des bourgeois et parfois aussi des fachos adeptes de la pensée rationaliste, que le rationalisme est une mauvaise chose. Et ce n'est pas parce que Marine Le Pen ou Christine Lagarde disent que l'eau, ça mouille que je vais dire le contraire.

Il y a aussi ce terme « beauf » qui revient un peu à tort et à travers régulièrement, ça veut dire quoi « beauf »? « Beauf » comme beaufrère ?? Tous les gens qui n'ont pas le même mode de vie qu'eux, et les mêmes idées qu'eux sont des

« beaufs »! Ok, donc si ça s'imagine être au-dessus de la mêlée, ça commence mal. Mais ce que j'ai remarqué aussi, c'est que ces mêmes gens sont souvent des squatters, des RSAistes assumés et revendiqués, alors « beauf », ça désigne qui ? Les Bourgeois ? Les prolétaires ? Les gens en général qui vivent pas comme eux ? Dans la gauche bourgeoise genre Charlie Hebdo ou Hara-Kiri le beauf est toujours quelqu'un aux idées bien arrêtées, borné, étroit d'esprit, réac, parfois facho mais toujours un con, et souvent c'est un personnage de milieu populaire, le fameux « beauf » de Cabu, c'est souvent un ouvrier, un routier, un barman, rarement un bourgeois, je n'invente rien. Donc ces gens soi-disant « Anarchiste-Révolutionnaire », soi-disant « autonome » ont une idée bourgeoise des classes sociales. Choisissent volontiers d'être pauvre économiquement en espérant de toucher le RSA à vie, mais méprisent les caissières de supermarché qui gagnent à peine le SMIC ! Choisir de vivre dans la pauvreté, pour ensuite donner des leçons c'est un truc de bourgeois.

Pour finir, je suis toujours très content de rencontrer ces authentiques Anarchistes, c'est pour moi quelque chose d'extraordinaire, des gens qui

réussissent à vivre comme des Anarchistes, dans une société capitaliste, hiérarchisée et dont personne n'a vraiment le choix. En réalité ces gens-là ne sont pas plus Anarchistes que vous et moi, puisque nous sommes pratiquement tous obligés d'aller bosser pour pouvoir subsister à nos besoins, comme payer nos loyers, notre bouffe, nos vêtements, donc que nous le voulions ou non, nous participons tous à l'économie capitaliste, ce qui fait de nous des capitalistes malgré tout. Personne n'y échappe, à moins d'aller vivre loin dans une tribu reculée de la forêt amazonienne ou carrément vivre sur la planète Mars, nous n'y échappons pas. Et vivre à l'écart du monde volontairement ne fait certainement pas de nous des Anarchistes, bien au contraire, l'Anarchisme et en particulier l'Anarchosyndicalisme, c'est de vivre en société avec ses contemporains et de lutter avec les « vrais » gens, parce que ce sont les « vrais » gens, qui sont concernés par ce qu'ils vivent tous les jours, et ce sont les « vrais » gens aussi qui feront la révolution sociale et libertaire, pas les gens qui par leur mode de vie s'imaginent au-dessus de la masse.

Diffusez Anarchosyndicalisme!
pour recevoir des numéros de diffusion, prenez contact avec nous.

Pour tout problème d'abonnement:
abonnement@cntaittoulouse.lautre.net

Anarchosyndicalisme! Est le journal de la CNT-AIT de Toulouse. Ce journal est rédigé,

Agenda

-17/11/2018 de 17H à 19H Café libertaire: Elections, piège à cons!

-01/12/2018 Café libertaire: la révolution Allemande de 1918-1919

-15/12/2018: la révolution Mexicaine

Ces débats auront lieu dans les locaux de la CNT-AIT Toulouse, 7 rue St Remesy, 31000 Toulouse.

mis en page, assemblé par des militants Anarchosyndicalistes, salariés ou chômeurs. Il ne reçoit aucune subvention.

Notre contact:

Anarchosyndicalisme!

tel: 05.61.52.86.48.

permanence tout les samedi de 17H à 19H

facebook: cnt-ait toulouse:

[http://www.facebook.com/Cnt-ait-toulouse-officiel-](http://www.facebook.com/Cnt-ait-toulouse-officiel-186830011469841/)

[186830011469841/](http://www.facebook.com/Cnt-ait-toulouse-officiel-186830011469841/)

Twitter@cntaittoulouse:

<https://twitter.com/cntaittoulouse>

<http://seenthis.net/people/anarchosyndicalisme>

page et profil officiel de Solidarité Internationale

Antifasciste et adresse mail, site officiel.

solidariteinternationaleantifasciste.wordpress.com

sia-toulouse@riseup.net

<https://www.facebook.com/solidariteinternationaleantifasciste.toulouse.1>

<https://www.facebook.com/Solidarit%C3%A9-Internationale-Antifasciste-Toulouse-248011655799243/notifications/>

page officiel des jeunes

libertaires Toulouse et contact:

<https://jeuneslibertaires.noblogs.org/?p=238>

<https://www.facebook.com/jeuneslibertairestoulouse/>

Rions des absurdités administratives

Toulouse et le Palais de Justice

Toulouse, et le Tribunal de grande instance avec ses juges d'application des peines.

Bien sûr à cause de l'état d'urgence, il y a le sas contrôle comme à l'aéroport pour tout le Palais. Et une seule entrée parce qu'il n'y a qu'un lieu de contrôle. On peut faire des kilomètres dans le Palais puisqu'on n'entre plus par la place des Salins.

Là plus question d'avoir le moindre canif ou de ciseaux à ongle, ils sont saisis, spoliés, plus aucune consigne : pourquoi ? Les gardes sont présents et pourraient garder les mini-objets comme il y a quelques années.

Mais ensuite il y a l'audience devant le juge d'application des peines. Désormais seuls les avocats et la personne convoquée peuvent se rendre au bureau du juge d'application des peines. Même un conjoint est refoulé. Pas question d'aboutir dans un couloir du Palais et d'attendre gentiment pour soutenir la personne – on restera dans cette salle des pas perdus du rez-de-chaussée. Pourtant, on est passé au contrôle ...

Toulouse et sa préfecture

Il n'y a pas que la douceur des violettes à Toulouse, il y a le doux accueil de la préfecture.

D'abord il faut entrer.

Ne pas se tromper. Oui il y a un accueil côté cathédrale mais il vous renverra (sauf si vous avez rendez-vous à quelque huile du côté de l'ancien archevêché) à la nouvelle préfecture, le « nouveau » bâtiment (qui a déjà plusieurs années) côté place saint-Jacques.

9 h 05 le lundi, parfois le rideau n'est pas encore ouvert. Parfois il y a une grande queue qui tourne dans la rue à côté. Et le sas comme à l'aéroport, contrôle des sacs, des manteaux, pas de canif (mais il y a une consigne possible dans une boîte près des gardiens contrôleurs).

La Préfecture a changé d'horaire. Depuis plusieurs mois, elle ouvre en continu de 9 à 15 heures. Mais. Mais les employés, c'est bien normal, vont manger vers 12 h 30. Alors vous, vous êtes arrivés vers 11 h 30 et il y a du monde avant vous. Vous avez bien sûr pris un ticket pour ne pas manquer votre tour. Vous attendez. Mais le guichet se ferme, son rideau se baisse. Non vous n'êtes pas chassé puisque vous êtes dans la salle d'attente et que « c'est ouvert en continu ». Donc vous attendez. Vous attendez la réouverture pour 13 h 30. Bien sûr il y a des petit(e)s jeunes qui vous orientent, et puis des fontaines d'eau, un distributeur de boissons payantes, des toilettes, des photomaton qui prennent même les cartes bancaires ... Mais tout fonctionne au ralenti (dans ce qui reste de fonctionnement puisque tout doit s'automatiser avec internet).

Non inutile de venir pour une banale histoire de permis de conduire, suite page 20

tout se passe par internet, tant pis ou tant mieux pour vous.

Oui il y eut deux ordinateurs à disposition à la préfecture pour les permis de conduire l'an passé, mais maintenant ils sont supprimés, en plus il fallait quelqu'un pour aider à leur fonctionnement, en plus il fallait faire une longue queue vu le nombre de candidats.

Oui vous devez faire transformer votre permis de conduire étranger et il faut prendre rendez-vous, mais uniquement par internet et c'est au moins 2 mois d'attente, c'est ainsi.

Mais peut-être venez-vous faire renouveler, si vous êtes étranger, quelque titre de séjour ? bien sûr payants. S'il est de 10 ans, je crois que son prix autour de 400 euros, pour 1 an peut-être 120 euros.

On ne comprend pas toujours pourquoi un tel n'a qu'1 an, ou que 2 ans, et pas 10. Zèle à l'envers de quelque fonctionnaire ?

En tout cas, tout ce qui est à payer à la Préfecture, c'est en timbres fiscaux. Il y eut un guichet « timbres fiscaux » au rez-de-chaussée de la préfecture. Ne rêvez pas, c'était tellement simple ! Supprimé ce guichet, c'était bien trop facile. Maintenant il faut ressortir de la préfecture et chercher le premier tabac-journaux qui vende ces timbres. Le plus proche, c'est rue de Metz. Ensuite vous reviendrez prendre un nouveau ticket et faire la queue pour obtenir votre document, s'il n'est pas déjà presque 15 heures !

Vu le nombre de personnes, il y a des guichets pour lesquels on ne peut plus prendre de ticket l'après-midi. Au Service des étrangers 2ème étage, n'allez pas un vendredi sans rendez-vous, vous ne serez pas reçu. Au Service qui délivre l'imprimé de demande de titre de séjour pour raisons familiales, il n'y a qu'un jour de la semaine que cet imprimé peut vous être délivré. Et ce jour-là, il faut vous expliquer, et si vos explications et votre situation a priori ne conviennent pas, l'employé ne vous remettra pas l'imprimé. Solution : le trouver sur internet et aller rencontrer une association agréée (une liste existe aussi sur internet) pour vous aider à « monter » le dossier. Comme tout cela est pratique !

Un autre méli-mélo

pour étranger demandeur d'asile méritant, son adresse : Vous arrivez, vous vous inscrivez au Forum des Réfugiés qui vous délivre un rendez-vous pour la Préfecture, et vous permet d'y avoir la domiciliation (y recevoir son courrier si vous êtes en squat). La Préfecture vous inscrit (8 jours après en moyenne) et vous octroie, si tout va bien pour vous, le document intitulé « demande d'asile » (à remplir uniquement en français bien sûr) et destiné à l'OFPRA. Ce document en main (un par adulte, mais si une personne mineure n'a aucun papier, elle aura droit elle aussi à ce document – j'ai vu le cas pour une petite fille de 2 ans sans papier avec sa mère réfugiée). Vous avez droit à votre prise d'empreintes (attente). Puis vous patientez alors pour passer au bureau de l'OFII mitoyen du Service des étrangers dans la préfecture.

L'attente est souvent longue. Dans le meilleur des cas, vous serez convoqué à Paris (Fontenay-sous-Bois exactement) par l'OFPRA 3 mois au moins après la réception de votre demande d'asile (souvent 6 mois ...). Si, ouf, réponse positive et si vous acceptez cette réponse (qui est généralement « non comme réfugié, oui pour la protection subsidiaire, sorte de sous-statut de réfugié crée en Europe lors des guerres de Yougoslavie et leur afflux de réfugiés), vous entrez dans le lot commun des réfugiés subsidiaires.

Alors, il faut aller prendre votre domiciliation – parce que vous n'êtes toujours pas logé ni par la Préfecture, ni par la ville même si vous aviez théoriquement droit à un logement en qualité de demandeur d'asile) à la Croix-Rouge, qui est à présent sur l'île du Ramier (évidemment pas au centre de Toulouse). Avec de la chance vous serez inscrit le matin (cela se passe uniquement le matin) de votre visite, ou on vous donnera un rendez-vous.

Toujours afflux de personnes, toujours manque de moyens. 